

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°391
28 septembre 2026
ISSN 1245-0286

A bas le projet de budget Macron-Lecornu !

Front unique des organisations du mouvement ouvrier pour empêcher son adoption !

***Extraits de l'intervention du courant Front Unique à la Commission nationale du SNCS
(Syndicat national de la recherche scientifique de la FSU, le 25 septembre 2026)***

Cet été, les travailleurs sur les chantiers, dans l'industrie, les hôpitaux, les écoles, les habitants des banlieues, ceux des « bouilloires » thermiques, ont été exposés à des conditions de vie et de travail épouvantables. Ce ne sont pas « les hommes » qui sont à l'origine de la catastrophe écologique actuelle, c'est le capitalisme avec sa course effrénée au profit.

Le capitalisme, c'est aussi le soutien à la barbarie d'Israël qui poursuit son génocide à Gaza, ses attaques contre les Palestiniens de Cisjordanie pour les déporter, ses bombardements criminels contre les populations du Liban et de Syrie. C'est aussi la guerre impérialiste contre l'Iran pour asservir tout les peuples du Moyen Orient et dans laquelle l'État français est directement impliqué avec l'envoi de troupes en Arabie Saoudite.

En France, le remboursement de la dette écrase le budget. Une dette contractée par l'État bourgeois pour soutenir les capitalistes français et leur offrir le marché captif de l'armement mais dont les travailleurs sont sommés de payer l'addition.

Le MEDEF monte en première ligne dans le but de faire la peau aux acquis du prolétariat et veut être un acteur central de la campagne des présidentielles.

Les candidats des partis bourgeois, Attal, Philippe, Retailleau, rivalisent de radicalité sur le terrain des attaques contre les retraites, la Sécu, le droit aux études. Ils s'alignent sur le RN avec des lois encore plus racistes et xénophobes. Le Pen, quant à elle, veut couper 125 milliards d'euros dans les dépenses publiques.

Mais le gouvernement n'attend pas 2027.

Dimanche, des milliers de jeunes ont manifesté contre les projets de loi dite Ripost et « présomption d'innocence pour les forces de l'ordre ». Ils ont raison. Ce sont des lois scélérates qui donnent un véritable permis de tuer aux flics.

Du côté de la recherche publique, le gouvernement veut la liquidation de l'IRD [*Institut de recherche pour le développement*] pour l'intégrer au CNRS. C'est tout à fait dans la ligne du rapport "secret" de la Cour des comptes qui prévoit d'intégrer tous les EPST [*Établissements publics à caractère scientifique et technologique*] dans le CNRS (INSEM, INRIA...) pour le transformer en une méta-agence, assumant la fonction de l'ANR [*Agence nationale de la recherche*] avec laquelle il devrait fusionner. Et c'est vers cela qu'on va avec cette restructuration du CNRS en 7 instituts.

Le SNCS se doit de prendre une position claire en défense de nos collègues de l'IRD dont le tract intersyndical titre : « *les agents de l'IRD s'opposent à la disparition de leur institut.* » **Le SNCS doit se prononcer pour le maintien intégral de l'IRD avec toutes ses prérogatives, et affirmer que cette exigence est non négociable.**

Côté budget 2027, Lecornu a annoncé 54 milliards de coupes, presque le double que pour 2026 ! Avec une hausse de 6,4 milliards du budget de l'armée, de 11 milliards pour le paiement des intérêts de la dette au capital financier. Quant aux plus de 200 milliards d'aides aux entreprises (dont le CIR [*Crédit d'impôt recherche*]), ils sont intégralement maintenus.

C'est donc sur le dos de population laborieuse et de la jeunesse qu'il entend sabrer ses dépenses : arrêts maladie, accidents du travail, allocations sociales, déremboursement de médicaments et d'actes médicaux ; nouveau délai de carence pour les prestations sociales des étrangers – pour plaire au RN ; blocage du point d'indice des fonctionnaires, des pensions et des retraites et ce alors que les prix s'emballent, fermetures d'écoles, asphyxie de la recherche et de l'enseignement supérieur publics, ...

Alors quelle doit être la riposte syndicale ?

Dans son communiqué du 23 septembre titré « 54 milliards de raisons de faire grève le 29 septembre », la FSU prétend qu'il faut un autre budget prévoyant l'augmentation des recettes. Rien contre le remboursement de la dette ni les hausses du budget militaire. Il faudrait les accepter ?

La revendication centrale sur laquelle devrait être organisée la lutte aujourd'hui c'est :

A bas le projet de budget 2027 et toutes ses mesures réactionnaires !

Le communiqué de la FSU se conclut par : « *Une grève massive à quelques jours du début du débat budgétaire enverra un signal fort au gouvernement et permettra d'envisager d'ancrer la mobilisation dans la durée.* »

Seulement un message fort ? Mais il faut l'affronter pour le vaincre !

Va-t-on repartir dans ces journées d'action, ces manifestations où on se promène, ville par ville, où on se compte tous les soirs jusqu'à ce qu'il ne reste qu'une poignée de militants syndicaux ?

La perspective qui doit être ouverte est celle d'un combat centralisé contre le budget au siège du pouvoir, pour empêcher l'adoption de ce budget de guerre.

Motion adoptée par la Commission nationale (CAN) du SNCS-FSU (25 septembre 2026)

A bas le projet de budget 2027 !

Le 17 septembre, Lecornu a annoncé 54 milliards de coupes dans le projet de budget 2027.

Est prévue une augmentation de 6,4 milliards du budget de l'armée, une hausse de plusieurs milliards pour le paiement des intérêts de la dette au capital financier, la réduction d'un tiers de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Quant aux plus de 200 milliards d'aides aux entreprises (dont le CIR), ils sont intégralement maintenus.

C'est sur le dos de population laborieuse et de la jeunesse qu'il entend sabrer ses dépenses : arrêts maladie, accidents du travail, allocations sociales, déremboursement de médicaments et d'actes médicaux, nouveau délai de carence pour les prestations sociales des étrangers, blocage du point d'indice des fonctionnaires, des pensions et des retraites et ce alors que les prix ne cessent de grimper, les écoles ferment, la recherche et l'enseignement supérieur publics sont asphyxiés, ...

La CA du SNCS se prononce :

À bas le projet de budget 2027 et toutes les mesures réactionnaires qu'il contient.

Répondre à nos revendications, garantir en particulier le droit à l'éducation, à la santé, à la retraite, défendre la recherche publique et l'enseignement supérieur, rattraper nos pertes de pouvoir d'achat, créer les postes de fonctionnaires impose d'affronter le gouvernement Macron-Lecornu pour empêcher l'adoption de son projet de budget.

La CA s'adresse à la FSU pour que d'ores et déjà, elle œuvre à l'affrontement contre le budget en préparant le combat centralisé contre le gouvernement au siège du pouvoir et qu'elle s'adresse aux autres directions syndicales pour qu'elles reprennent la même position.

(Résultat du vote : Pour : 15 / Abstention : 1)